

Enseignements communs des élections du Parlement européen de 2024

Évaluation post-électorale et établissement d'une base de référence pour le plaidoyer futur

Résumé du webinaire de clôture de SEEEDS - Working Package 5

1. Résumé du projet SEEEDS

[Le projet Supporting Engagement in European Elections and Democratic Societies \(SEEEDS\)](#) a été lancé pour renforcer le processus démocratique en améliorant la participation et l'engagement des groupes sous-représentés, tels que les femmes, les jeunes, les citoyens européens mobiles et d'autres communautés marginalisées. Le projet financé par le programme Citoyens, égalité, droits et valeurs (CERV) de la Commission européenne (CE) a créé un lien plus fort entre les citoyens actifs et les organes décisionnels de l'UE, et a cherché à contribuer à garantir l'intégrité des élections du Parlement européen de 2024.

Les principales réalisations du projet comprennent la promotion de la collaboration transnationale entre les organisations de la société civile (OSC) et la fourniture d'une plate-forme de délibération sur les droits électoraux et la mobilisation des électeurs en coopération avec les décideurs des institutions et organes européens. Suite à une [série de webinaires](#), un [document politique de SEEEDS](#) (disponible en 11 langues européennes) sur les élections européennes de 2024 a été présenté lors d'un [événement de haut niveau au Parlement européen](#) le 4 juillet 2023, qui comprenait les quatre principaux groupes politiques du Parlement européen et a été ouvert par le premier vice-président du Parlement européen.

L'[atelier de renforcement des capacités de citoyen à citoyen](#) organisé par Election-Watch.EU a rassemblé des points focaux de 24 États membres (EM) et a combiné des présentations sur les derniers développements liés aux élections avant les élections du PE de 2024 avec des discussions en groupes de travail et des préparations pratiques pour une mission d'évaluation des élections (EAM).

2. Enseignements communs des élections du Parlement européen de 2024

En amont des élections européennes du 6 au 9 juin 2024, les partenaires du projet ont organisé [trois webinaires d'éducation des électeurs](#) axés sur l'amélioration de l'inclusion des citoyens européens mobiles, les femmes dans les élections et l'autonomisation des jeunes. En tant que partenaire officiel de communication du PE, Election-Watch.EU a compilé 24 réponses à 24 questions ([Q&R](#)) concernant les élections du PE pour soutenir un large public intéressé, mais surtout une nouvelle génération de jeunes et de primo-votants.

En dehors du projet SEEEDS, Election-Watch.EU a mené une mission d'évaluation préélectorale et a publié un [rapport](#) en février 2024, s'appuyant sur le [premier rapport EAM 2019](#). En outre, [Election-Watch.EU](#) a mené la deuxième EAM globale dirigée par la société civile et a évalué les forces et les faiblesses des élections européennes dans tous les États membres. Le [rapport EAM 2024](#) a été un document de référence pour le [webinaire SEEEDS sur les leçons apprises](#) le 24 septembre 2024, et met en évidence les bonnes pratiques et les domaines de progrès tout en

identifiant les principaux défis qui nécessitent une attention dans les six domaines de l'égalité, l'inclusion, la transparence, la responsabilité, l'intégrité et la résilience, et pour atteindre l'objectif global d'améliorer les élections européennes.

Le dernier [webinaire sur les leçons apprises de SEEDS](#) (Working Package 5) a évalué le succès global des élections de 2024, en s'appuyant sur les points de vue des citoyens et des experts politiques. Dans le but de jeter les bases de futures réformes électorales, des décideurs politiques, des représentants de groupes de réflexion et les quatre partenaires du projet SEEDS ont présenté leurs conclusions et discuté des bonnes pratiques et des domaines nécessitant des améliorations.

Le [Partenariat européen pour la démocratie](#) (EPD) a ouvert le webinaire par un sondage interactif auquel ont participé plus de 100 personnes. Les répondants ont souligné que la sécurité, le taux de participation et l'intégrité étaient des éléments positifs des élections. La plupart des répondants considèrent que les médias sociaux ont eu un impact négatif ou neutre sur les élections. Pour améliorer les élections européennes de 2029, les participants souhaiteraient une plus grande transparence, un plus grand engagement des jeunes, une plus grande diversité et l'introduction de listes transnationales.

Election-Watch.EU a présenté cinq de ses 21 recommandations et 19 bonnes pratiques dans les États membres et a mis en évidence les défis existants :

- 1) l'incohérence des systèmes d'inscription des électeurs, en particulier pour les citoyens européens mobiles qui ont rencontré des difficultés pour s'inscrire et voter ; en soulignant l'exemple de bonne pratique de la Lettonie, qui dispose d'un registre électoral électronique permettant aux électeurs de voter dans n'importe quel bureau de vote.
- 2) la nécessité de cadres juridiques plus solides pour l'observation des élections, car seuls neuf États membres disposent de dispositions juridiques pour les observateurs électoraux internationaux et citoyens ; l'exemple de la Finlande, qui ne fait pas de distinction entre les observateurs électoraux internationaux et citoyens dans ses procédures d'accréditation, constitue une bonne pratique à cet égard.
- 3) les lois électorales varient considérablement dans les 27 États membres et nécessitent des efforts de collaboration plus importants au niveau de l'UE et des États membres pour faire avancer les réformes législatives afin de garantir l'égalité des chances dans l'ensemble de l'UE ; le code électoral consolidé de la Lituanie est mentionné comme une pratique positive.
- 4) des différences considérables dans la disponibilité et les conditions d'utilisation des méthodes de vote alternatives, quatre États membres ne prévoyant aucune disposition pour le vote depuis l'étranger ; citant le vote par correspondance de la Grèce pour les citoyens à l'étranger comme un exemple positif.
- 5) les lignes directrices manquantes au niveau de l'UE pour les plaintes et les recours et l'efficacité qui dépend des systèmes nationaux, qui varient considérablement dans la portée de la réglementation et de l'approche ; mettre en évidence les Pays-Bas comme exemple de bonne pratique pour les réformes prévues dans ce domaine.

[Democracy Reporting International](#) (DRI), a présenté les résultats de ses projets de surveillance des médias sociaux pendant les élections de 2024, en se concentrant sur des plateformes telles que Facebook, Instagram et TikTok. L'une des principales conclusions est que les niveaux de

toxicité du discours en ligne étaient faibles, mais que les contenus toxiques généraient un engagement plus important. Alors que les jeunes constituaient un public cible pour la plupart des acteurs politiques, les partis d'extrême droite ont mieux réussi à engager les jeunes électeurs sur les médias sociaux. L'utilisation de l'IA générative dans les campagnes électorales a augmenté et a été particulièrement utilisée par les partis d'extrême droite en Allemagne, en France et en Italie. Le manque de transparence dans l'étiquetage des contenus générés par l'IA suscite des inquiétudes et appelle à une réglementation plus stricte.

La [Political Accountability Foundation](#), membre de la [Plate-forme européenne pour les élections démocratiques](#) (EPDE), a donné un aperçu de l'observation citoyenne des élections en Pologne et a expliqué comment l'État de droit, ainsi que les systèmes juridiques et électoraux, avaient été affectés par huit années de pouvoir de l'ancien parti au pouvoir, le parti Droit et Justice. La société civile a déployé divers efforts pour plaider en faveur de réformes de la loi électorale, notamment en ce qui concerne l'utilisation abusive des ressources de l'État pendant les campagnes.

Le représentant de la Direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) a souligné que, bien que l'organisation des élections soit une compétence nationale, la CE joue un rôle crucial dans le soutien à la préparation des élections. Grâce à des initiatives telles que le [plan d'action européen pour la démocratie](#) et le [paquet de défense de la démocratie](#), la CE a fait des progrès pour protéger les valeurs démocratiques et garantir l'intégrité électorale et a également fait référence à la [recommandation de la CE sur les processus électoraux inclusifs et résilients](#) de décembre 2023. La CE soutient l'observation électorale, notant qu'elle renforce la confiance dans le processus électoral, et encourage l'inclusion de dispositions légales pour les observateurs électoraux internationaux et citoyens dans tous les États membres. Les principaux défis sont la désinformation, l'inclusion, l'égalité des sexes, la transparence électorale et la protection contre les cyber-menaces. Ces questions sont examinées par le [réseau de coopération européenne en matière d'élections](#), qui facilite l'échange de bonnes pratiques et d'informations pour préserver les élections. Il existe une nouvelle législation importante, telle que la loi sur les services numériques et la loi sur l'IA, pour réglementer la publicité politique et l'utilisation de l'IA dans les campagnes. Le représentant de la Commission européenne a souligné que la démocratie est un effort collectif et que la collaboration entre les institutions, la société civile et les citoyens est essentielle pour préserver les processus démocratiques.

Le représentant de l'[Institut Jacques Delors](#) a insisté sur la nécessité d'harmoniser les lois électorales dans l'ensemble de l'UE, car les élections européennes sont en fait 27 élections nationales distinctes, plutôt qu'une seule élection européenne. Il est nécessaire de normaliser les processus de vote, par exemple en fixant un jour de vote commun, en abaissant l'âge du vote et en fixant des seuils cohérents dans tous les États membres afin de créer un système électoral plus européenisé. Dans le passé, la défense de la démocratie s'est surtout concentrée sur les menaces extérieures, plutôt que sur les défis intérieurs, tels que le populisme politique et les mouvements d'extrême droite, qui sont de plus en plus habiles à utiliser les outils de campagne de l'IA et les médias sociaux pour influencer les électeurs. Les partis politiques nationaux doivent assumer une plus grande responsabilité dans la promotion et le soutien des réformes démocratiques européennes et accroître la transparence et la responsabilité lors des élections. Une stratégie globale est nécessaire, notamment pour renforcer la résilience des institutions démocratiques et

mieux faire connaître les moyens de combattre les discours d'extrême droite dans les débats publics.

3. Recommandations et perspectives d'avenir

Sur la base des informations recueillies lors des webinaires et de l'évaluation globale des élections de 2024, des recommandations ont été proposées pour guider les futures réformes électorales en vue d'améliorer l'inclusion, la transparence et la responsabilité électorales, tout en abordant le rôle de la technologie dans les élections. L'implication des citoyens et de la société civile organisée dans les processus électoraux en tant qu'observateurs favorise l'appropriation, la confiance et la transparence, en accord avec les idéaux de prise de décision démocratique. [Election-Watch.EU](#) et les autres [partenaires du projet SEEDS](#) continueront à plaider en faveur des réformes électorales au niveau européen auprès des institutions de l'UE, des nouveaux législateurs et des commissions compétentes du Parlement européen.

En outre, il est essentiel de sensibiliser les gouvernements nationaux et les organes nationaux d'administration des élections à la nécessité de réformes et d'une plus grande coopération pour relever les défis croissants dans un environnement électoral de plus en plus complexe. Il est nécessaire d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour poursuivre les réformes électorales et démocratiques, conformément aux normes et engagements internationaux et européens, car la confiance dans les élections est difficile à gagner et facile à perdre.

Annexe¹

TABLE 1: SUFFRAGE RIGHTS

Member State	Voting age	Candidacy age	Voting rights granted to persons with intellectual & psychosocial disabilities & under guardianship	Voting rights restricted for prisoners	Voting rights extended to specified non-EU citizens	Independent candidates	Electoral threshold	Multi-member constituencies
Austria	16	18	yes	partly		lists with others	4 %	
Belgium	16	18	with limitations	partly		lists with others	none	yes (3)
Bulgaria	18	21	no	blanket		individual	none	
Croatia	18	18	yes			lists with others	5 %	
Cyprus	18	21	no		yes	individual	1.8 %	
Czechia	18	21	with limitations			within party lists	5 %	
Denmark	18	18	with limitations			no	none	
Estonia	18	21	no	blanket		individual	none	
Finland	18	18	yes			individual	none	
France	18	18	yes	partly		lists with others	5 %	
Germany	16	18	yes	partly		no	none	
Greece	17	25	yes	partly		no	3 %	
Hungary	18	18	with limitations	blanket		no	5 %	
Ireland	18	21	yes			individual	none	yes (3)
Italy	18	25	yes	partly		no	4 %	yes (5)
Latvia	18	21	yes			within party lists	5 %	
Lithuania	18	21	with limitations			no	5 %	
Luxembourg	18	18	yes	partly *		lists with others	none	
Malta	16	18	with limitations	blanket		individual	none	
Netherlands	18	18	yes	partly	yes	lists with others	none	
Poland	18	21	no	partly		lists with others	5 %	yes (13)
Portugal	18	18	with limitations	partly	yes	lists with others	none	
Romania	18	23	with limitations	partly *		individual	5 %	
Slovakia	18	21	yes			no	5 %	
Slovenia	18	18	yes			lists with others	none	
Spain	18	18	yes	partly		lists with others	none	
Sweden	18	18	yes			no	4 %	

* Voting rights are not automatically reinstated upon serving a sentence.

¹ Pour les tableaux 1 à 4, voir [Election-Watch.EU Final Report Election Assessment Mission 2024 European Parliament Elections](#), Sept. 2024.

TABLE 2: VOTING

Member State	Compulsory voting	Preferential voting	Out of country voting (postal or embassy)	Postal voting (in-country and abroad)	Advance voting	Mobile ballot box voting	Internet Voting & Electronic Voting	Proxy voting	Ballot paper (only one or one for each party)
Austria		yes	yes	yes	yes	yes			one
Belgium	yes	yes	yes	yes	yes		EV	yes	one
Bulgaria	yes	yes	yes			yes	EV		one
Croatia		yes	yes			yes			one
Cyprus		yes	yes						one
Czechia		yes				yes			each party
Denmark		yes	yes		yes				one
Estonia		yes	yes	yes	yes	yes	IV		one
Finland		yes	yes	yes	yes	yes			one
France		closed list	yes	yes	yes		EV	yes	each party
Germany		closed list	yes	yes					one
Greece	yes	yes	yes	yes					each party
Hungary		closed list	yes	yes		yes			one
Ireland		yes	milit. & dipl. only	yes					one, STV
Italy		yes	yes			yes			one
Latvia		yes	yes	yes	yes	yes			each party
Lithuania		yes	yes	yes	yes	yes			one
Luxembourg	yes	yes	yes	yes					one
Malta		yes			yes				one, STV
Netherlands		yes	yes	yes				yes	one
Poland		yes	yes	yes		yes		limited	one
Portugal		closed list	yes	yes	yes	yes			one
Romania		closed list	yes			yes			one
Slovakia		yes				yes			each party
Slovenia		yes	yes	yes	yes	yes			one
Spain		closed list	yes	yes				limited	each party
Sweden		yes	yes	yes	yes	yes		limited	each party

TABLE 3: PARTY AND CAMPAIGN FINANCE

Member State	Foreign funding permitted	Public funding available	Funding from companies prohibited	Limited anonymous funding permitted	In-kind donations permitted	No campaign spending limit or bans on types of expenditure in place	Online campaign included in campaign finance laws
Austria	limited			yes	limited		
Belgium					limited		no
Bulgaria			yes		unlimited		no
Croatia					limited		
Cyprus	unlimited	no			unlimited		
Czechia	limited				limited		
Denmark	unlimited	no		yes	unlimited	yes	no
Estonia		no	yes		no	yes	
Finland	limited	no			limited	yes	
France					unlimited		
Germany	unlimited			yes	unlimited	yes	no
Greece	limited				limited		no
Hungary		no			limited	yes	no
Ireland				yes	limited		no
Italy		no			unlimited		no
Latvia			yes		limited		
Lithuania			yes		limited	yes	
Luxembourg	unlimited		yes		unlimited	yes	
Malta	limited	no			limited		no
Netherlands				yes	unlimited	yes	no
Poland			yes		limited		
Portugal			yes		limited		
Romania					limited		
Slovakia		no			limited		
Slovenia	limited		yes		limited		
Spain			yes		limited	yes	
Sweden	unlimited			yes	unlimited	yes	no

WOMEN REPRESENTATION

Quota for Women on Candidate Lists (%)	Percentage women MEP elected 2024
	40.00%
50	40.91%
	23.53%
40	41.67%
	0%
	38.10%
	33.33%
	28.57%
	60.00%
50	50.62%
	36.46%
40	28.57%
	47.62%
	42.86%
50	32.89%
	22.22%
	18.18%
50 (incentive)	33.33%
	16.67%
	48.39%
35	28.30%
40	38.10%
equality	18.18%
	46.67%
40	33.33%
40	50.00%
	61.90%

TABLE 4: SEAT ALLOCATION IN THE EUROPEAN PARLIAMENT

Member State	total # of registered voters	Population (end of 2023)	EP mandates 2024	Inhabitants per mandate 2024	2024 deviation from median inhab/seat in %	EP mandates (post-Brexit)	Deviation from media inhab/seat in % (post-Brexit)	Changes in disproportionality (post-Brexit to 2024)
Austria	6,372,204	9,104,772	20	455,239	27%	19	37%	reduced
Belgium	8,537,902	11,742,796	22	533,763	14%	21	26%	reduced
Bulgaria	6,170,472	6,447,710	17	379,277	39%	17	43%	reduced
Croatia	3,524,179	3,850,894	12	320,908	49%	12	52%	reduced
Cyprus	683,432	920,701	6	153,450	75%	6	80%	reduced
Czechia	8,212,628	10,827,529	21	515,597	17%	21	31%	reduced
Denmark	4,301,255	5,932,654	15	395,510	37%	14	44%	reduced
Estonia	980,014	1,365,884	7	195,126	69%	7	75%	reduced
Finland	4,546,589	5,563,970	15	370,931	40%	14	46%	reduced
France	49,462,981	68,172,977	81	841,642	-35%	79	-16%	increased
Germany	61,963,020	84,358,845	96	878,738	-41%	96	-18%	increased
Greece	9,814,685	10,413,982	21	495,904	20%	21	30%	reduced
Hungary	7,803,603	9,599,744	21	457,131	27%	21	36%	reduced
Ireland	3,554,450	5,271,395	14	376,528	40%	13	49%	reduced
Italy	51,214,348	58,997,201	76	776,279	-25%	76	-9%	increased
Latvia	1,541,102	1,883,008	9	209,223	66%	8	66%	same
Lithuania	2,387,327	2,857,279	11	259,753	58%	11	65%	reduced
Luxembourg	319,410	660,809	6	110,135	82%	6	86%	reduced
Malta	370,184	542,051	6	90,342	86%	6	91%	reduced
Netherlands	13,542,363	17,811,291	31	574,558	8%	29	19%	reduced
Poland	29,098,155	36,753,736	53	693,467	-11%	52	0%	increased
Portugal	10,789,781	10,467,366	21	498,446	20%	21	33%	reduced
Romania	18,025,329	19,054,548	33	577,411	7%	33	19%	reduced
Slovakia	4,337,093	5,428,792	15	361,919	42%	14	47%	reduced
Slovenia	1,689,602	2,116,972	9	235,219	62%	8	64%	reduced
Spain	38,050,286	48,085,361	61	788,285	-26%	59	-8%	increased
Sweden	7,942,272	10,521,556	21	501,026	20%	21	35%	reduced